

FRS 50
X 25-9-0
ST DENIS

—UTILISEZ LA POSTE—
—AERIENNE—
—SE RENSEIGNER DANS—
LES BUREAUX DE POSTE



ST DENIS

LES BUREAUX DE POSTE

Journal Quotidien
"Tehvidi-Efkiar"

Nour-i-Osmanié,
Rue Cheref. CONSTANTINOPLE.

(Turquie)

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi
No 25.768.1

Fédération Internationale des Ligues pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen

10, Rue de l'Université, 10

PARIS (VII^e)

Le *31 octobre* 1925

TÉLÉPH. : FLEURUS 02-92

ADR. TÉLÉGR. : DROITHOM-PARIS

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Monsieur le Directeur,

Vous trouverez sous ce pli, la copie d'une résolution adoptée à l'unanimité par le "Conseil de la Fédération Internationale des Ligues pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen" dans sa Séance du *30 septembre* dernier.

Nous vous serions très vivement reconnaissants, Monsieur le Directeur, de publier cette résolution en bonne place dans votre journal, et dans le cas où cela vous paraîtrait difficile, de bien vouloir, tout au moins, l'utiliser.

Veuillez accepter nos remerciements et agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments très distingués.

Pour la Fédération Internationale
des Ligues des Droits de l'Homme
et du Citoyen:

A. MENARD DORIAN
Secrétaire Général

Pour Transmission:

Mado Bracal

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No 2E. 768.2

FEDERATION INTERNATIONALE des LIGUES pour la DEFENSE des DROITS de l'HOMME
et du CITOYEN

10, Rue de l'Université - PARIS (VII°)

LA SITUATION POLITIQUE EN ITALIE.

En Italie, toute liberté de presse, de réunion, d'association est abolie par l'action d'une minorité armée qui a détruit les bases mêmes de la Constitution et prétend insulter par la voix de son chef "le cadavre pourri de la liberté".

C'est la première fois que l'on voit se produire dans un grand pays de l'Europe moderne un pareil attentat à la liberté humaine. En Italie ont été dissoutes, poursuivies ou saccagées et dévastées de nombreuses associations, non seulement socialistes, mais mêmes démocratiques et catholiques, et les coopératives ont subi, en grande partie, le même sort par ordre ou par l'action du gouvernement fasciste.

On y a établi par un décret, même avant la loi, un régime absurde de censure de la presse, contraire à la constitution.

Le gouvernement faciste, après avoir fait brûler, saccager ou détruire des journaux d'opposition même catholique et conservatrice dans un grand nombre de villes, essaye à présent d'abolir ou d'étouffer toute voix libre par la saisie des journaux, y compris le plus grand journal italien, le Corriere della Sera libéral et conservateur. Les saisies se répètent tous les jours, sans raison, uniquement pour abattre la presse d'opposition.

Un grand nombre de crimes se succèdent par ordre du gouvernement fasciste et de ses agents, et tous sans punition, sans que l'on cherche même les auteurs

Jusqu'à présent, après plus d'un an, on n'a pas voulu punir les vrais auteurs de l'assassinat du député Matteotti.

Pendant longtemps, on n'a pas même voulu chercher les responsables de l'agression contre Monsieur Amendola, ancien ministre des colonies, de la dévastation et du pillage de la maison de M. Nitti, ancien président du Conseil des Ministres, ni les responsables des attentats contre les députés Forni et Misuri qui étaient, ces derniers, d'anciens facistes. Mussolini a déclaré, d'ailleurs, que ceux qui se détachent de lui doivent être tués.

"Celui qui trahit périt".

Après avoir fait tuer le député Matteotti qui n'était pas un révolutionnaire, mais, seulement un socialiste très modéré et un coopérateur du fascisme s'est glorifié de l'assassinat.

Dans Rome même on exalte les auteurs dans les réunions fascistes avec des chants sauvages et l'on proclame le droit de l'assassinat comme un privilège de la soi-disant révolution fasciste.

Le prétendu ordre fasciste n'existe qu'à la surface pour les voyageurs étrangers et M. Mussolini a abandonné la plus grande partie du pays à ses bandes armées. Les ouvriers de certaines zones de l'Italie sont soumis à la torture, fusillés, massacrés, sans que jamais un procès se fasse et des amnisties immorales viennent en tout cas faire clôturer le procès.

L'on justifie toutes les cruautés sous prétexte d'avoir empêché une révolution qui, en fait, n'a jamais existé et que Mussolini lui-même, dans sa prétendue foi révolutionnaire, excitait de toutes ses forces.

On fait tous les jours l'apothéose du crime et après avoir fait tuer le député Matteotti, au lieu de rechercher les vrais responsables, on va mettre en prison tout citoyen, voire même des professeurs d'Université, pour la seule raison qu'ils ont essayé de commémorer les victimes de la violence fasciste.

(A titre d'exemple, nous portons à votre connaissance le fait suivant: Contrairement aux dispositions de la loi et malgré les résultats négatifs de l'enquête, on a refusé la liberté provisoire au Comte Cesare Sforza, frère de

de l'ancien ambassadeur à Paris, coupable d'avoir fait dire dans une chapelle de la famille une messe le jour anniversaire de l'assassinat de Matteotti messe que le prêtre célébra après avoir placé sur l'autel un portrait du martyr.

Le Comte Cesare Sforza est actuellement prisonnier dans le château-fort de Massa et partage sa chambre avec des imputés de crimes communs. La presse clandestine qui, comme conséquence de la censure, inonde l'Italie, fait remarquer que c'est dans le même château-fort que le grand-père du prisonnier actuel fut jeté en 1848 par les Autrichiens, comme coupable de mener une campagne en faveur du roi Charles-Albert, arrière-grand-père du roi actuel, contre le Duc de Modène, qui était le légitime souverain de la région.-)

M. Mussolini ancien révolutionnaire, poursuit les méthodes qu'il a pratiquées en Italie lorsqu'il conduisait le parti socialiste par les moyens les plus criminels, que le même Mussolini a appliqués ensuite dans la réaction, proclamant toujours la violence comme règle d'action politique.

Le Fascisme s'efforce de ne rien faire publier dans la presse étrangère, des agents fascistes s'insinuent partout pour fausser l'opinion publique des pays libres. On étouffe surtout en Italie... par l'intervention du Gouvernement tout procès et l'on considère le crime d'Etat comme un droit de la prétendue révolution fasciste.

D'après des dispositions spéciales toutes contraires à la Constitution on a établi la torture morale pour tous les employés de l'Etat et surtout pour la magistrature, obligée d'être fasciste, et on a donné au gouvernement le droit de renvoyer tout employé et tout magistrat qui n'obéissent pas aux ordres fascistes.

Après avoir empêché toute liberté d'association, avoir pillé et saccagé un grand nombre de loges maçonniques, on veut même interdire à présent l'existence de la Franc-Maçonnerie.

Le gouvernement fasciste ayant contre lui toute la nation a été obligé de dissoudre par la violence toutes les associations libres des étudiants des universités et mêmes celles des anciens combattants, avec encore plus de violence et moins de légalité qu'au temps du gouvernement des Bourbons de Naples, gouvernement, flétri par Gladstone, qui l'appelait "La négation de Dieu".

Ces violences dépendent personnellement de M. Mussolini qui, dans des discours, ne fait qu'insulter la liberté, la Constitution et le Parlement, et glorifier les crimes.

Des millions d'hommes en Italie n'ont plus aucune liberté. Les élections ont été une farce tragique, jouée par les bandes fascistes et toutes les libertés, même locales, ont été abolies, plus de la moitié des municipalités italiennes, à commencer par la capitale, sont administrées par les Commissaires du gouvernement, après que les Fascistes ont violemment dissout les administrations régulièrement élues.

L'opposition parlementaire, même la plus conservatrice, est dans l'impossibilité de tenter la moindre action sous menace d'attentats, et l'on veut faire croire à l'étranger que l'Italie consent à accepter la tyrannie, alors qu'en vérité les bandes noires du gouvernement sont obligées de commettre des crimes pour maintenir par la terreur l'ordre apparent.

De nouvelles élections, faites par M. Mussolini et le Fascisme, ne seraient qu'une répétition des crimes abominables et des violences inouïes de la part de la milice fasciste qui réunit les éléments les plus violents du pays et qui est une institution unique au monde, payée par l'Etat pour défendre un parti de violence.

Cette garde blanche de la réaction jouit de l'impunité la plus absolue et ses généraux responsables de crimes, même quand ils ont démissionné, sont glorifiés comme les héros du fascisme.

Dans tous ses discours M. Mussolini et son digne collaborateur M. Farinacci

embusqué de guerre, ne font que manifester leur mépris pour la culture et la science, et même le plus grand philosophe de l'Italie, M. Benedetto Croce, a été insulté sans motif, simplement pour avoir défendu, au point de vue philosophique, le principe de la liberté.

Des populations entières, comme à Molinella, doivent subir tous les outrages et les auteurs des crimes sont acquittés et même glorifiés.

Les chefs de la Milice du gouvernement fasciste et les fonctionnaires responsables sont eux-mêmes les auteurs des crimes. Les derniers procès et des révélations récentes ont démontré la responsabilité directe des chefs du gouvernement et de la Milice nationale fasciste.

La magistrature ne peut rien faire et le gouvernement fasciste dispose d'elle par une loi qui lui donne plein pouvoir.

LE GOUVERNEMENT FASCISTE EN ITALIE N'EST PAS SEULEMENT UN DANGER NATIONAL, MAIS UN PLUS GRAND DANGER INTERNATIONAL CAR TOUS LES JOURNAUX DU FASCISME, ET M. MUSSOLINI LUI-MEME DANS SES DISCOURS SE PROCLAMENT IMPERIALISTES ET MUSSOLINI A DÉCLARÉ MAINTE Fois QUE LA REVOLUTION FASCISTE NE PEUT ABOUTIR QU'A UNE GUERRE. LE JOUR OU MUSSOLINI SE SENTIRA MENACÉ, LUI ET SA BANDE NE POURRONT, POUR OBLIGER L'ITALIE A LES SUIVRE, QUE TENTER UNE AVENTURE INTERNATIONALE. TOUS CES CRIMES SONT UNE OFFENSE A LA CIVILATION.

LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME CROIT DE SON DEVOIR DE DENONCER LE REGIME FASCISTE A L'OPINION PUBLIQUE DU MONDE ET AUX HOMMES LIBRES DE TOUS LES PAYS. ET INVITE LES HOMMES RESPONSABLES A VOIR DANS LES CHEFS DU FASCISME ITALIEN, MUSSOLINI ET SES COMPLICES? NON LES REPRESENTANTS D'UN GOUVERNEMENT LEGAL, MAIS LES CHEFS D'UNE BANDE QUI S'EST EMPAREE DU GOUVERNEMENT PAR LA VIOLENCE ET QUI, APRES AVOIR ABOLI LA CONSTITUTION, VIOLE TOUTE LES LOIS DE LA CIVILATION ET DE L'HUMANITE ET TOUS LES DROITS LES PLUS SACRES DE L'HOMME CIVIL.

Pour la FEDERATION INTERNATIONALE des LIGUES des DROITS
de l'HOMME et du CITOYEN

A. MENARD DORIAN Secrétaire Général,

Pour la	Ligue	Allemande:	Tucholsky - Délégué
"	"	"	Autrichienne: Vetter - Délégué
"	"	"	Belge : Decoster - Président
"	"	"	Espagnole : Ortega G. Gasset - Unanumo - Délégués
"	"	"	Française : Menard-Dorian - Herold- Délégués
"	"	"	Haitienne : Bellegarde - Délégué
"	"	"	Hongroise : Veer - Kovacs - Délégués
"	"	"	Italienne : De Ambris - Ubaldo Triaca - Délégués